

24 février 2016

## Un rythme de croissance des dépenses remboursées dynamique

Les données présentées ci-dessous sont des données en date de remboursement corrigées des jours ouvrés.

Fin janvier 2016, près de 530 millions d'euros ont été remboursés dans le périmètre de l'Ondam, soit une évolution cumulée sur douze mois (année complète mobile ACM) de +3,3 % (+2,5 % en 2015). Sur cette période, la croissance des remboursements de soins de ville est soutenue +4,6% (vs +3,4 % fin 2015) alors que celle des établissements est plus contenue : +2,1% (vs +1,7 % fin 2015). Rapportée à janvier 2015, l'évolution est de +8,4 % (période comparable à l'année précédente PCAP) sur le périmètre de l'ONDAM (+11,1 % pour les soins de ville et +4,5 % pour les établissements).

Ces évolutions illustrent les difficultés de liquidations rencontrées en 2014 et jusqu'à janvier 2015. Elles intègrent de fait un fort rattrapage, entre février et août 2015, de liquidation de soins de 2014 sur quasiment l'ensemble des postes, et plus particulièrement sur les dépenses d'honoraires ainsi que des établissements privés. Dès lors, l'analyse des évolutions en date de remboursement est présentée ici à titre indicatif, c'est l'analyse des données en date de soins (cf. *infra*) qui est pertinente.

### FORTE DYNAMIQUE D'ÉVOLUTION DES HONORAIRES MÉDICAUX ET DENTAIRES

Les **honoraires médicaux et dentaires** (106 M€) sont en forte hausse : +8,3 % en ACM (+5,8 % fin 2015). En PCAP l'évolution est de +21,4 %.

La progression très élevée des remboursements de **généralistes** (+8,4 % en ACM, +13,9 % en PCAP) est le reflet de plusieurs phénomènes (difficultés de liquidation évoqués ci-dessus, notamment s'agissant des versements forfaités de médecin traitant et majorations pour personnes âgées, forte activité épidémique et grève de la télétransmission des feuilles de soins début 2015).

Les dépenses des **spécialistes** évoluent de +9,0 % en ACM (+5,9 % fin 2015) et de 27,8 % en PCAP.

De même, les remboursements des **dentistes** évoluent de +5,6 % en ACM et +15,6 % en PCAP.

Ces dynamiques s'expliquent peu ou prou par les mêmes facteurs explicatifs que décrits pour les généralistes.

### LES PRESCRIPTIONS, PRINCIPAL POSTE DE DEPENSES DE SOINS DE VILLE

Les **prescriptions** (184 M€) constituent plus de la moitié des soins de ville, en hausse de +3,7 % en ACM (+3,0 % fin 2015) et +8,3 % en PCAP.

La dynamique du poste **médicaments** (+1,8 %) reste

tendanciellement portée par les remboursements au titre de la rétrocession hospitalière (et notamment de la dispensation des médicaments contre l'hépatite C) : +12,4 % en ACM, bien qu'un net ralentissement soit observé en janvier 2016 (+1,5 % en PCAP). Hors rétrocession, le rythme de croissance des remboursements serait quasiment stable en ACM +0,2 %.

La **LPP et les produits d'origine humaine** évoluent de +10,1 % (+7,6 % à fin 2015) et +21,9 % en PCAP.

La croissance des remboursements de soins réalisés par les **auxiliaires médicaux**, toujours très dynamique, s'établit à +4,7 % en ACM (+3,6 % à fin 2015) et +10,3 % en PCAP. Le rythme d'évolution reste important pour les infirmiers (+5,3 % en ACM) et moindre pour les masseurs-kinésithérapeutes (+3,2 % en ACM).

Les dépenses de **biologie** évoluent de +3,8 % en ACM (+1,2 % fin 2015) et +19,3 % en PCAP.

Au titre des **autres prestations**, les dépenses de **transports** évoluent de +10,4 % en ACM (+8,4 % à fin 2015) et +15,2 % en PCAP.

Les dépenses **d'indemnités journalières** poursuivent leur décroissance -6,7 % en ACM (-6,2 % à fin 2015) et -12,0 % en PCAP. Cette évolution résulte de la mise en place, en février 2015, d'un nouveau cadre réglementaire de calcul des prestations en espèces, conditionnant ces prestations à un minimum de revenu (10 % du plafond annuel de la sécurité sociale). Ainsi les montants versés aux auto-entrepreneurs depuis la mise en place de cette mesure sont en très net retrait de 58,0 % en ACM (+18,4 % fin janvier 2015 en ACM), et ne représentant plus que 6,7 % de la dépense (- 8,2 points par rapport à fin janvier 2015). La même tendance se retrouve au niveau des prestations en espèces maternité (hors Ondam) qui diminuent pour les mêmes raisons de -5,0 % en ACM et -16,3 % en PCAP.

### LES DEPENSES DES ETABLISSEMENTS

Les versements estimés au titre des dépenses des **établissements publics** sont en léger recul sur 12 mois (0,2 %). Cette évolution résulte d'un effet base dû à une régularisation exceptionnelle, en 2014, liée au changement de méthode de répartition des dotations hospitalières inter-régimes. Hors cet effet, l'évolution tendancielle serait plutôt de l'ordre de 3,0 % en ACM.

Les dépenses relatives aux **établissements privés** évoluent de +11 % (+7,1 % fin 2015) et +34,4 % en PCAP.

Au titre des dépenses des **établissements du secteur médico-social**, les versements estimés augmentent de +2,9 % en ACM (dont +0,5 % pour le secteur personnes âgées et +7,8 % pour le secteur personnes handicapées) et diminuent de 2,5% en PCAP.

Tableau 1 : Evolution des dépenses remboursées à fin janvier 2016

RSI – France entière – tous risques En million d'euros	Dépenses brutes jan. 2016	Taux de croissance à fin janvier 2016			
		PCAP	PCAP-CJO <sup>(1)</sup>	ACM	ACM-CJO <sup>(1)</sup>
<b>Soins de Ville (hors contrats)</b>	<b>324,9</b>	<b>6,1%</b>	<b>11,1%</b>	<b>5,0%</b>	<b>4,6%</b>
<b>Honoraires médicaux et dentaires</b>	<b>106,2</b>	<b>15,6%</b>	<b>21,4%</b>	<b>8,7%</b>	<b>8,3%</b>
Dont Généralistes	30,9	8,4%	13,9%	8,9%	8,4%
<i>dont consultations généralistes</i>	17,9	4,2%	9,4%	3,6%	3,2%
Dont Spécialistes	57,1	21,7%	27,8%	9,5%	9,0%
<i>dont consultations spécialistes</i>	10,6	19,8%	25,7%	6,3%	5,9%
<i>dont actes techniques</i>	41,5	21,7%	27,8%	9,9%	9,4%
Dont Dentistes	17,5	10,1%	15,6%	6,0%	5,6%
<b>Prescriptions</b>	<b>184,0</b>	<b>3,2%</b>	<b>8,3%</b>	<b>4,1%</b>	<b>3,7%</b>
Produits de santé	126,8	1,5%	6,5%	3,7%	3,3%
Médicaments	102,1	-1,5%	3,4%	2,2%	1,8%
<i>officine</i>	84,6	-1,2%	3,8%	0,6%	0,2%
<i>rétrocession</i>	17,5	-3,3%	1,5%	12,9%	12,4%
L.P.P. et Produits d'origine humaine	24,7	16,1%	21,9%	10,5%	10,1%
Auxiliaires médicaux	42,1	5,0%	10,3%	5,1%	4,7%
<i>dont infirmiers</i>	24,9	6,2%	11,5%	5,8%	5,3%
<i>dont masseurs-kinésithérapeutes</i>	14,3	1,2%	6,3%	3,7%	3,2%
Biologie	15,1	13,6%	19,3%	4,2%	3,8%
<b>Autres prestations <sup>(2)</sup></b>	<b>15,6</b>	<b>8,8%</b>	<b>14,2%</b>	<b>10,6%</b>	<b>10,1%</b>
Dont frais de transport des malades	15,4	9,7%	15,2%	10,9%	10,4%
<b>Indemnités journalières maladie</b>	<b>19,1</b>	<b>-12,0%</b>	<b>-12,0%</b>	<b>-6,7%</b>	<b>-6,7%</b>
<b>Etablissements de santé <sup>(3)</sup></b>	<b>192,6</b>	<b>2,6%</b>	<b>4,5%</b>	<b>2,2%</b>	<b>2,1%</b>
<b>Etablissements sanitaires publics</b>	<b>69,4</b>	<b>-12,2%</b>	<b>-12,2%</b>	<b>-0,2%</b>	<b>-0,2%</b>
<b>Etablissements sanitaires privés</b>	<b>72,2</b>	<b>28,0%</b>	<b>34,4%</b>	<b>11,4%</b>	<b>11,0%</b>
Dont ODMCO	58,9	24,7%	31,0%	7,5%	7,0%
Dont OQN Soins de Suite et de Réadaptation	9,2	32,2%	38,8%	33,0%	32,5%
Dont OQN Psychiatrie	2,1	19,1%	25,1%	26,3%	25,8%
<b>Etablissements médico-sociaux (champ OGD)</b>	<b>50,9</b>	<b>-2,5%</b>	<b>-2,5%</b>	<b>2,9%</b>	<b>2,9%</b>
Dont personnes âgées	30,2	-6,8%	-6,8%	0,5%	0,5%
Dont personnes handicapées	19,2	5,4%	5,4%	7,8%	7,8%
<b>Contribution Fonds d'Intervention Régional</b>	<b>11,8</b>	<b>1,0%</b>	<b>1,0%</b>	<b>2,2%</b>	<b>2,2%</b>
<b>Soins à l'étranger hors versement CLEISS</b>	<b>0,6</b>	<b>65,5%</b>	<b>65,5%</b>	<b>35,9%</b>	<b>35,9%</b>
<b>Total sur champ ONDAM</b>	<b>529,8</b>	<b>4,7%</b>	<b>8,4%</b>	<b>3,4%</b>	<b>3,3%</b>
<b>Prestations en espèces maternité</b>	<b>11,0</b>	<b>-16,3%</b>	<b>-16,3%</b>	<b>-5,0%</b>	<b>-5,0%</b>

(1) Données corrigées des jours ouvrés excepté pour les Indemnités journalières et les établissements de santé publics et médico-sociaux.

(2) Transports et cures. (3) Prise en compte des dotations effectives pour 2014 et 2015.

Source : RSI /SARDE/Portail CREA DIAMAN + données brutes comptables du RSI relatives aux forfaits/dotations globales transmises par la CNAMTS.

## Un ralentissement du rythme de croissance des dépenses de soins de ville en date de soins qui tend à se confirmer fin novembre 2015

Les données présentées ci-dessous sont en date de soins. Les valeurs commentées sont les taux de croissance en période comparable à l'année précédente (PCAP) corrigés des jours ouvrés (sauf IJ et dépenses d'établissements publics et médico-sociaux).

Les dépenses estimées de soins de ville (3,5 Md€) progressent de +1,5 % (+4,5 % fin novembre 2014). Hors IJ maladie, l'évolution estimée serait de +2,3 % (+4,4 % fin novembre 2014).

### LA DYNAMIQUE D'ÉVOLUTION DES HONORAIRES MÉDICAUX ET DENTAIRES SE POURSUIT

Les **honoraires médicaux et dentaires** (1,06 Md€) progressent toujours à un rythme important +3,4 % (+3,5 % fin novembre 2014).

La dynamique des remboursements de **généralistes** (+1,6 %) résultent principalement de l'évolution des remboursements de **consultations** qui progressent de +2,1 % (+0,7 % à fin novembre 2014) en lien avec la forte activité épidémique de début 2015.

Les dépenses des **spécialistes** sont en évolution constante : +3,9 % (+3,8 % fin 2014). Cette dynamique est portée par les dépenses au titre des actes techniques +4,6 % (+4,0 % fin novembre 2014), sous l'effet de la croissance des actes réalisés en cliniques privées +4,2 % (+3,0 % fin novembre 2014), alors que ceux réalisés en cabinets se maintiennent à un niveau plus élevé mais constant : +4,8 % (+4,9 % fin novembre 2014). *A contrario* l'évolution des consultations est plus atone +0,5 %.

Les remboursements des **dentistes** évoluent de façon dynamique : +4,0 % (+1,7 % fin novembre 2014).

### LES PRESCRIPTIONS, PRINCIPAL POSTE DE DEPENSES DE SOINS DE VILLE

La croissance des **prescriptions** (2 Md€) marquent un net ralentissement depuis 6 mois avec une évolution de +1,7 % en PCAP fin novembre 2015 (+5,0 % fin novembre 2014).

Ce fléchissement résulte principalement de la très forte atténuation de la croissance **des dépenses de médicaments** +0,1 % (+5,9 % fin novembre 2014) particulièrement manifeste dans le cadre de la rétrocession qui recule de 1,2% (-77,2 % fin novembre 2014). En effet, cette décélération est liée principalement à la stabilisation du rythme de dispensation des nouveaux traitements contre l'hépatite C, phénomène amplifiée par des baisses de prix significatives de ces molécules depuis la fin 2014.

Ce phénomène de stabilisation doit être mis en regard de l'impact historique qui avait résulté de la montée en charge de la dispensation des nouveaux traitements contre l'hépatite C à compter du second trimestre 2014 (impact de 2 points sur la croissance annuelle des soins ville). Hors

rétrocession, la croissance des remboursements de médicaments progresse de +0,3 % (-0,8 % à fin 2014). Toutefois, cette légère hausse doit être relativisée dans la mesure où elle résulte en partie de la dispensation depuis fin juin de traitement contre la sclérose en plaques qui jusqu'alors se faisait dans le cadre de la rétrocession.

Les prestations versées au titre de la **LPP et des produits d'origine humaine** conservent un fort dynamisme +5,8 % (+4,8 % fin novembre 2014).

La croissance des remboursements de soins réalisés par les **auxiliaires médicaux**, reste élevée et s'établit à +3,5 % (+4,5 % à fin novembre 2014). Le rythme d'évolution reste toujours important pour les infirmiers (+3,7 %) et s'atténue de 1,6 point pour les masseurs-kinésithérapeutes (+3,1 %).

Les dépenses de **biologie**, après un début d'année extrêmement peu dynamique, marquent une relative reprise avec une évolution +1,1 % (+0,3 % fin novembre 2014).

Les dépenses de **transports** évoluent de +3,4 % (+2,8 % fin novembre 2014).

Les dépenses **d'indemnités journalières** décroissent très fortement -9,6 % en lien avec les nouvelles modalités de calcul des IJ qui concernent principalement la population auto-entrepreneurs. Ainsi les montants versés à ces derniers depuis le début de l'année sont en très net retrait de 57,1 % (+23,3 % fin novembre 2014).

### LES DEPENSES DES ETABLISSEMENTS

Les remboursements au titre des dépenses des **établissements privés** (686 M€) progressent de +2,1 % (+2,2 % fin novembre 2014). Cette stabilité du rythme de croissance doit être nuancée dans la mesure où elle résulte d'effets antagonistes : une reprise de l'activité dont les effets sont masqués par l'évolution à la baisse de la tarification des séjours dans le cadre de la campagne tarifaire des établissements de santé privés de mars 2015 (contrepartie du CICE). Parmi ces dépenses, le principal agrégat de dépenses qu'est l'ODMCO progresse de +1,6% avec des évolutions plus ou moins contrastées entre les séjours (+1,1 %) et les dépenses d'hospitalisation à domicile (HAD) particulièrement dynamiques (+11,2 %).

Les dépenses de soins de suite et de réadaptation (+4,5%) marquent une légère reprise en particulier au sein des séjours de rééducation fonctionnelle et de réadaptation qui avaient fortement fléchi l'an dernier. Les dépenses de psychiatrie restent fortes (+4,1 %). La dynamique plus ou moins marquée de ces trois derniers postes doit être mise en regard de l'évolution de l'offre en termes de création, extension, fermeture de structures ou de lits au cours des différentes périodes. La variabilité des tendances est plus prégnante pour la psychiatrie et de la HAD dans la mesure où les montants remboursés sont relativement faibles.

Tableau 2 : Evolution des dépenses estimées en date de soins à fin novembre 2015

RSI – France entière – tous risques En million d'euros	Dépenses estimées nov. 2015	Taux de croissance à fin novembre 2015			
		PCAP	PCAP-CJO <sup>(1)</sup>	ACM	ACM-CJO <sup>(1)</sup>
<b>Soins de Ville (hors contrats)</b>	<b>3 456,0</b>	<b>1,6%</b>	<b>1,5%</b>	<b>2,1%</b>	<b>1,8%</b>
<b>Soins de Ville hors IJ maladie (hors contrats)</b>	<b>3 244,7</b>	<b>2,4%</b>	<b>2,3%</b>	<b>2,9%</b>	<b>2,5%</b>
<b>Honoraires médicaux et dentaires</b>	<b>1 063,8</b>	<b>3,5%</b>	<b>3,4%</b>	<b>3,8%</b>	<b>3,4%</b>
Dont Généralistes	278,2	1,8%	1,6%	2,0%	1,6%
<i>dont consultations généralistes</i>	190,9	2,2%	2,1%	2,5%	2,0%
Dont Spécialistes	579,7	4,0%	3,9%	4,4%	3,9%
<i>dont consultations spécialistes</i>	112,6	0,6%	0,5%	1,1%	0,6%
<i>dont actes techniques</i>	419,1	4,8%	4,6%	5,1%	4,6%
Dont Dentistes	197,6	3,9%	4,0%	4,4%	4,0%
<b>Prescriptions</b>	<b>2 004,6</b>	<b>1,6%</b>	<b>1,7%</b>	<b>2,2%</b>	<b>2,0%</b>
Produits de santé	1 377,5	1,1%	1,2%	1,8%	1,6%
Médicaments	1 111,8	0,0%	0,1%	0,9%	0,6%
<i>officine</i>	953,8	0,3%	0,3%	0,5%	0,2%
<i>rétrocession</i>	158,0	-1,2%	-1,2%	3,6%	3,2%
L.P.P. et Produits d'origine humaine	265,7	5,7%	5,8%	6,1%	6,1%
Auxiliaires médicaux	459,9	3,5%	3,5%	3,7%	3,6%
<i>dont infirmiers</i>	264,5	3,6%	3,7%	3,6%	3,8%
<i>dont masseurs-kinésithérapeutes</i>	161,3	3,2%	3,1%	3,6%	3,3%
Biologie	167,2	1,1%	1,1%	1,2%	0,9%
<b>Autres prestations</b>	<b>176,3</b>	<b>4,6%</b>	<b>3,4%</b>	<b>4,8%</b>	<b>3,1%</b>
Dont frais de transport des malades	165,4	4,7%	3,4%	4,9%	3,1%
<b>Indemnités journalières maladie</b>	<b>211,3</b>	<b>-9,6%</b>	<b>-9,6%</b>	<b>-7,7%</b>	<b>-7,7%</b>
<b>Etablissements sanitaires privés</b>	<b>686,1</b>	<b>2,0%</b>	<b>2,1%</b>	<b>2,4%</b>	<b>2,3%</b>
Dont ODMCO	561,8	1,5%	1,6%	1,9%	1,7%
<i>dont séjours</i>	428,8	0,9%	1,1%	1,4%	1,2%
<i>dont liste en sus</i>	78,0	1,1%	1,0%	1,3%	0,9%
<i>dont hospitalisation à domicile</i>	22,1	11,3%	11,2%	10,8%	10,8%
Dont OQN Soins de Suite et de Réadaptation	94,9	4,5%	4,5%	5,0%	5,0%
Dont OQN Psychiatrie	18,4	4,2%	4,1%	4,4%	4,3%

(1) Données corrigées des jours ouvrés excepté pour les Indemnités journalières maladie.